



2^o RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

#STOPCC17

Cette rencontre a été organisée par [ParlAmericas](#) et [Parlatino \(lien disponible en espagnol\)](#) dans le cadre du Réseau parlementaire sur le changement climatique (RPCC). Les sessions de travail ont abordé différentes dimensions socio-économiques du développement des énergies renouvelables et leur lien avec les engagements pour l'atténuation et l'adaptation proposés par les pays d'Amérique et des Caraïbes dans les [Contributions Prévues Déterminées au Niveau National](#) (INDC de leur sigle anglais; lien disponible en anglais) dans le cadre de l'[Accord de Paris](#).

La rencontre a été inaugurée par le député Elías Castillo (Panama), président du Parlatino; la sénatrice Marcela Guerra (Mexique), présidente de ParlAmericas; le député Javier Ortega (Panama), président du Réseau parlementaire sur le changement climatique – ParlAmericas; le député Rolando González (Cuba), secrétaire des commissions permanentes du Parlatino; et l'experte Dr Gisela Alonso, membre du [Groupe de haut niveau sur l'agenda de développement de l'après 2015 \(lien disponible en espagnol\)](#).

DATE

3-4 août 2017

LIEU

Ville de Panama,
Panama

PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS

46 parlementaires de 23 pays et territoires,
7 experts d'organisations internationales et
2 représentants de réseaux d'organisations
non gouvernementales



**MARCELA
GUERRA,**
présidente de
ParlAmericas

“La mise en œuvre des contributions décidées à l'échelle nationale présentées par les pays dans le cadre de l'Accord de Paris dépend en grande partie de la transformation énergétique. Il est de notre devoir, en tant que parlementaires, d'assurer que la législation et les budgets de nos pays respectifs garantissent une transition juste et étendue vers une économie zéro carbone, en diversifiant les bienfaits de l'énergie renouvelable.”

“L'annonce des États-Unis concernant leur retrait de l'Accord de Paris est inquiétante et nous rappelle que les sérieux problèmes environnementaux ne sont pas liés exclusivement à la science et à la disponibilité des ressources, mais également à la volonté politique des gouvernements et du rôle des décideurs à tous les niveaux.”



ELÍAS CASTILLO,
président de
Parlatino



Député
JAVIER ORTEGA
(Panamá),
président du
Réseau
parlementaire sur le
changement
climatique –
ParlAmericas

“Il faut accélérer le rythme de travail et promouvoir l’action coordonnée de tous les acteurs à différents niveaux publics et privés, grâce à des processus inclusifs permettant de remédier aux problèmes entraînés par une croissance économique non durable, laquelle est étroitement liée au changement climatique.”

“La science a démontré de façon convaincante l’influence transversale des processus environnementaux sur l’économie et la société. Elle doit maintenant être intégrée aux législations, normes et outils environnementaux.”



Dr. **GISELA ALONSO**,
membre du Groupe
de haut niveau sur
l’agenda de
développement de
l’après 2015



Député
ROLANDO GONZÁLEZ
(Cuba)

“Face aux effets du changement climatique, nous n’avons pas seulement un travail scientifique ou de ressources financières, mais un défi exigeant avant tout une volonté politique.”



À l’occasion de cette rencontre, ParlAmericas et l’**Organisation des États américains (OEA)** ont lancé deux ressources supplémentaires sur le changement climatique : [Un compte-rendu comparatif des réponses législatives en Amérique \(en anglais\)](#) et [Un compte-rendu comparatif de l’approche fondée sur les droits de l’Homme en Amérique \(en anglais\)](#).

Ces publications ont pour objectif de présenter aux parlementaires les avancées de l’agenda interaméricain sur le changement climatique et le lien avec les droits de l’Homme et de l’environnement, en plus de fournir une analyse comparée des tendances dans l’élaboration de législations et politiques pour aborder le changement climatique au niveau national. **Claudia de Windt**, du Département du développement durable de l’OEA, a présenté ces publications avec un [message vidéo](#).

ParlAmericas a développé des fiches d’information avec les Contributions Prévues Déterminées au Niveau National (INDC) de 34 pays de l’hémisphère signataires de l’Accord de Paris. Cette ressource constitue un guide permettant aux parlementaires de consulter rapidement et de comparer les engagements pour l’atténuation et l’adaptation au sein de la région afin d’identifier les champs d’action législative possibles.

Écologie législative du changement climatique : une vision de systèmes pour l'action parlementaire

La première session de la rencontre, modérée par la membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur **Ana Belén Marín**, a exploré le lien entre la législation sectorielle nationale et les engagements pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique afin d'identifier les lacunes et les synergies. À travers ses présentations, le groupe d'experts a proposé des manières d'intégrer des mesures d'atténuation et d'adaptation dans la législation pour faire avancer la mise en œuvre des engagements nationaux. Le groupe a également encouragé des parlementaires à considérer le changement climatique comme une nouvelle exigence dans les activités législatives.

Elliot Sucari, partenaire du [Département du développement durable de l'Organisation des États américains](#) (OEA; lien disponible en anglais) a présenté les réponses gouvernementales et les approches du changement climatique, ainsi que les rôles et responsabilités des législations. Il a également

invité les parlementaires à réfléchir à une façon de contribuer à privilégier et à harmoniser les accords environnementaux internationaux et les Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 au niveau national.

Pendant sa présentation, **Orlando Reyes**, chercheur de l'Unité du changement climatique de la [Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes](#) (CEPAL; lien disponible en anglais), a souligné les liens entre les politiques publiques et le changement climatique, en insistant sur la nécessité d'entreprendre des changements transformateurs dans la législation pour mettre en œuvre les engagements de l'agenda climatique.

Derrick Orderson, avocat spécialisé dans l'environnement et expert en environnement représentant le [Centre sur le changement climatique de la communauté des Caraïbes \(lien disponible en anglais\)](#), a présenté les implications de l'Accord de Paris et de l'intégration des énergies renouvelables pour les systèmes juridiques nationaux.

Lors de son intervention, Derrick Orderson a posé plusieurs questions-clés pour les législatrices et législateurs :

“Quel est le statut et la force des cadres juridiques existants, et en l'absence de force juridique au niveau national, peut-on traiter la préparation, la présentation et la mise en œuvre des Contributions décidées à l'échelle nationale comme une intervention politique publique et non comme une obligation strictement juridique? Et enfin, que se passera-t-il si les États parties n'agissent pas et manquent à atteindre les objectifs prévus? Comment peut-on faire en sorte qu'ils respectent leurs engagements? À qui cette tâche incombe-t-elle?”



DERRICK ODERSON, expert en environnement, Centre sur le changement climatique de la communauté des Caraïbes



ORLANDO REYES, chercheur, Unité du changement climatique, CEPAL

“Les Contributions Prévues Déterminées au Niveau National décrivent les efforts nationaux pour obtenir de faibles émissions et un développement climatique résilient, mais l'analyse préliminaire suggère qu'ils ne seront pas suffisants pour atteindre l'objectif de maintenir la hausse de la température moyenne en-dessous de 2 degrés centigrades, dans les modèles actuels de production et de consommation. Par conséquent, nous avons besoin de mesures qui modifient ces modèles afin d'assurer la mise en œuvre des politiques de changement climatique.”

“Notre défi est de transformer les conversations mondiales en actions régionales et locales. Il est essentiel de tenir compte de la participation de la société civile dans la prise de décisions concernant le développement durable pour assurer la protection des droits.”



ELLIOT SUCARI, correspondant, Département du développement durable, OEA

Interroger les nouveaux projets d'énergies renouvelables

La deuxième session a abordé les dimensions socio-économiques des projets d'énergies renouvelables, tenant compte des approches spécifiques au genre et aux communautés autochtones. Cette session a été modérée par la députée **Teresa Lizárraga** (Mexique) et les experts ont présenté différents types d'indicateurs pouvant servir à déterminer les bienfaits de l'intégration des énergies renouvelables, ainsi que la manière dont les parlementaires peuvent utiliser ces indicateurs dans leur travail législatif concernant le changement climatique et les énergies renouvelables.

Byron Chiliquinga, responsable de l'[Organisation latino-américaine de l'énergie](#) (OLADE; lien disponible en anglais), a présenté des études de cas de projets d'électrification rurale pour démontrer les bienfaits économiques et sociaux du déploiement des technologies

d'énergie renouvelable dans les zones rurales isolées du Guatemala dans l'agriculture et les activités de transformation du bois dans de petites communautés.

Neeraj Negi, expert en évaluation du [Bureau d'évaluation indépendant du Fonds pour l'environnement mondial](#) (FEM; lien disponible en anglais) a partagé des indicateurs à niveau de programme et de projet afin d'informer les fonctions de contrôle des législatrices et législateurs, par exemple pour mesurer la puissance solaire installée, l'électricité produite ou le nombre de bénéficiaires du déploiement des technologies d'énergie renouvelable.

Itzá Castañeda, experte du [Bureau mondial pour le genre de l'Union internationale pour la conservation de la nature](#) (UICN) a souligné les manières d'intégrer des dimensions de genre dans la législation énergétique.

INTÉGRER DES DIMENSIONS DE GENRE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES SUR L'ÉNERGIE RENOUELABLE

- ⇒ Renforcer la compréhension des barrières juridiques, techniques et institutionnelles existantes pour intégrer l'approche de genre. Élaborer des interventions mettant l'accent sur ces barrières.
- ⇒ Promouvoir la collecte de données intersectorielles adaptées pour mesurer la pauvreté énergétique dans les foyers.
- ⇒ Assurer que les données sur l'utilisation et l'accès à l'énergie soient désagrégées par sexe en plus d'autres variables sociales pertinentes comme l'âge, l'ethnie, l'origine rurale/urbaine, etc.



NEERAJ NEGI, expert en évaluation, Bureau d'évaluation indépendant, FEM

“Les parlementaires peuvent utiliser des indicateurs en tant qu'outils utiles pour le contrôle et la fiscalisation de projets d'énergie renouvelable afin de prendre des mesures correctives, d'obtenir un bon rapport qualité-prix et de comprendre les effets des nouveaux projets sur les populations vulnérables.”



BYRON CHILIQINGA, responsable, OLADE

“L'autogestion avec des compétences adaptées permet aux communautés d'avoir une croissance durable. Dans ces processus, les fonctions législatives sont fondamentales pour faciliter la consolidation des compétences avec le soutien du secteur privé.”

“Il est important de reconnaître et de transformer les barrières juridiques, techniques et institutionnelles existantes. Il ne s'agit pas d'augmenter ou d'ajouter le genre, mais d'un processus d'intégration.”



ITZÁ CASTAÑEDA, experte, Bureau mondial pour le genre, UICN

“Je vais explorer la possibilité d'adopter une nouvelle législation sur les énergies renouvelables pour renforcer les contributions des petits pays insulaires pour la protection de l'environnement à travers la réduction des émissions des gaz à effet de serre.”



Député **PRICE CYPRIEN** (Haïti)

Énergies renouvelables et les liens avec l'atténuation et l'adaptation au changement climatique

La troisième session, modérée par le sénateur **Harcourt Husbands** (Barbade), s'est concentrée sur les actions pouvant, de manière simultanée, réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et lutter contre les impacts du changement climatique. Elle a prêté une attention toute particulière aux chevauchements et aux synergies entre différentes mesures d'adaptation et d'atténuation.

Marianela Curi, directrice générale de la [Fondation pour le futur latino-américain \(lien disponible en anglais\)](#), a présenté des exemples concrets des défis et avantages à agir de manière intégrée,

ainsi que l'importance de la participation d'organisations non gouvernementales dans les dialogues parlementaires pour faire aller vers un développement durable compatible avec le climat.

Gustavo Máñez, coordinateur régional pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation du [Programme des Nations Unies pour l'environnement](#) (PNUE; lien disponible en anglais), a exposé les défis des progrès vers le transport électrique et les potentielles contributions de cette technologie aux efforts d'atténuation du changement climatique au sein de la région.

“Ce type d'événement concerne les meilleurs pratiques et la compréhension des problèmes au sein de la région. Nous ne parviendrons pas aux actions dont nous avons besoin et que nous méritons si nous n'avancions pas comme un groupe. Ce type de forum fait avancer l'agenda.”



Sénateur
MATTHEW SAMUDA
(Jamaïque)



MARIANELA CURI,
directrice générale,
Fondation pour le futur

“L'adaptation et l'atténuation sont abordées séparément et aucune approche intégrée n'a été adoptée. D'ailleurs, ce sont les deux faces d'une même pièce mais il existe différentes priorités pour la planification et la mise en œuvre; des options spécifiques opérant à différentes échelles et à différents niveaux institutionnels, en plus des priorités des pays apportant le plus de soutien à l'atténuation.”



GUSTAVO MÁÑEZ,
coordinateur régional pour l'Adaptation au
changement climatique et l'atténuation, PNUE

AVANTAGES ET DÉFIS DE L'INTÉGRATION DE MESURES D'ADAPTATION ET D'ATTÉNUATION DANS LES ACTIONS CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Avantages

- ⇒ Efficacité des coûts sur le long terme
- ⇒ Éviter les externalités négatives
- ⇒ Atteindre les Objectifs de développement durable
- ⇒ Transparence et participation des différents secteurs

Défis

- ⇒ Transition d'une perspective sectorielle vers une perspective de système
- ⇒ Les négociations internationales demeurent séparées par thématiques
- ⇒ Coûts supplémentaires des activités. Ex. dans le cas des énergies renouvelables, coûts élevés dus aux brevets
- ⇒ Mesure, publication et vérification des synergies et avantages
- ⇒ Lien d'un dialogue multisectoriel/multiniveau dans les deux domaines
- ⇒ Experts spécialisés dans un seul domaine

Les avancées : principaux résultats de la 2ème Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique (RPCC)

Lors de la 2ème rencontre du RPCC, les quatre vice-présidences du comité exécutif du RPCC de ParlAmericas ont été élues pour un mandat de deux ans : Le député **Dan Ruimy** (Canada) à la sous-région de l'Amérique du Nord; la députée **Sofía Hernández** (Guatemala) à la sous-région de l'Amérique centrale; la présidente de l'Assemblée nationale Jennifer Simons (Suriname) à la sous-région de l'Amérique du Sud avec la membre de l'Assemblée nationale **Ana Belén Marín** (Équateur) comme Vice-Présidente adjointe; et le président du Sénat **Andy Daniel** (Sainte-Lucie) à la sous-région des Caraïbes.

Les parlementaires des 23 pays et territoires d'Amérique et des Caraïbes ont de nouveau affirmé leur engagement pour renforcer l'agenda législatif à travers une [déclaration publique](#) commune visant à contribuer à la réalisation des objectifs d'adaptation et d'atténuation du changement climatique adoptés lors de la [Conférence des parties à Paris \(COP21\)](#) pour la [Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#) en décembre 2015.

La déclaration propose différentes lignes d'action stratégiques pour faire avancer l'agenda sur le changement climatique d'un point de vue législatif. D'abord, en répondant à l'appel des gouvernements lors de la COP22 à Marrakech à considérer la lutte contre le changement climatique comme une question urgente requérant le plus grand engagement politique et à mener des actions législatives concrètes pour faire avancer les efforts gouvernementaux et d'autres acteurs

sociaux afin de respecter les engagements d'adaptation et d'atténuation établis dans les Contributions décidées à l'échelle nationale (INDC).

Les parlementaires se sont également engagés à renforcer la coopération entre les différents acteurs sociaux et politiques afin d'atteindre les objectifs de l'[Agenda 2030 pour le développement durable](#) et des accords internationaux sur le changement climatique adoptés lors de la Conférence des parties, ainsi que dans le [Protocole de Kyoto](#) sur les émissions de gaz à effet de serre et le [Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe](#). Les engagements ont également servi à promouvoir une augmentation des budgets publics pour financer la recherche scientifique et technologique, ainsi que pour consolider les capacités locales.

La déclaration convient que la législation du changement climatique devrait être sensible au genre et tenir compte des groupes traditionnellement marginalisés comme les peuples autochtones et la population vivant en situation de pauvreté. Elle comprend également un engagement à garantir la transparence et l'accès à l'information climatique et à la connaissance scientifique relative au changement climatique, en particulier pour promouvoir l'utilisation de preuves scientifiques par les décideurs pour élaborer des stratégies législatives informées et cohérentes.



JENNIFER SIMONS
Présidente de
l'Assemblée
nationale
(Suriname)

“Étant donné le danger réel et immédiat du changement climatique pour les personnes et les économies de la région, l'initiative de ParlAmericas d'aborder ce problème de manière structurelle et permanente à travers le Réseau parlementaire sur le changement climatique sera très importante pour l'hémisphère.”

“Il est important que nous comprenions que le changement climatique a de graves répercussions sur les plus petits pays ou les plus petites îles, ce dont nous n'avons pas toujours conscience. Dans les pays en voie de développement, le changement climatique constitue une menace immédiate qui a un grand impact sur la vie quotidienne. Cette rencontre m'a aidé à voir comment le reste du monde vit le changement climatique et je peux parler de ces impacts à mes électeurs avec une plus grande précision.”



Député **DAN
RUIMY**
(Canada)

Vous pouvez consulter la déclaration finale de la rencontre ici : http://www.parlamericas.org/uploads/documents/Declaraci%C3%B3n-RPCC_2017_FRA.pdf



Membre de l'Assemblée
ANA BELÉN MARÍN
(Équateur)

“Nous devons nous concentrer sur les habitudes de consommation qui ne sont pas durables actuellement. Nous observons les variations climatiques et nous avons de nombreux objectifs à atteindre. Chaque activité, action et politique d'adaptation et d'atténuation doit être adaptée à la réalité de chaque pays, territoire ou région et doit être traitée en tenant compte de ces différences.”

“Les indicateurs techniques sont très pertinents dans notre travail parlementaire. Nous allouons des budgets et il est très important de savoir mesurer pour évaluer les dépenses publiques efficacement.”



Députée
TERESA LIZÁRRAGA
(Mexique)

Pour plus d'informations sur le travail du RPCC, veuillez contacter le Programme sur le changement climatique de ParlAmericas : parlamericascc@parlamericas.org

PARLEMENTS PARTICIPANTS



ARGENTINE



BARBADES



BELIZE



BOLIVIE



BRÉSIL



CANADA



CHILI



COSTA RICA



CUBA



CURAÇAO



ÉQUATEUR



LE SALVADOR



GRENADE



GUATEMALA



HAÏTI



HONDURAS



JAMAÏQUE



MEXIQUE



PANAMA



PARAGUAY



SAÏNTE LUCIE



SURINAME



URUGUAY

ORGANISATIONS PARTICIPANTES



Organisation des États Américains | Plus de droits pour plus de personnes



Cette réunion a été rendue possible en partie grâce au soutien financier du Gouvernement du Canada agissant par l'entremise d'Affaires mondiales Canada (AMG).



PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas est composé des **ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des États membres de l'OEA de l'Amérique du Nord, Centre et Sud, et Caraïbes



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat international de ParlAmericas
710—150 rue Wellington, Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada
Téléphone : +1 (613) 594-5222 | Fax : +1 (613) 594-4766
www.parlAmericas.org | info@parlAmericas.org

